



Comité des Maires de France pour un Iran démocratique (CMFID)

Appel pour dire "non aux exécutions" en Iran

Selon Amnesty International, « l'Iran représentait à lui seul 74 % de toutes les exécutions recensées dans le monde » en 2023. Cette tendance alarmante s'est intensifiée après l'entrée en fonction du nouveau président. Sous la présidence actuelle, en seulement trois mois, 354 personnes ont déjà été exécutées. Ce chiffre alarmant dépasse largement celui des années précédentes.

Parmi les personnes exécutées figuraient plusieurs opposants politiques, dont Reza Rasaei, arrêté lors du soulèvement de novembre 2022 à Shahriar, dans la province de Téhéran.

Dans son dernier rapport de mars 2024, la Mission internationale indépendante de l'ONU d'établissement des faits sur l'Iran écrit : « Bon nombre des graves violations des droits humains décrites dans le présent rapport constituent des crimes contre l'humanité, en particulier les meurtres, l'emprisonnement, la torture, le viol et d'autres formes de violence sexuelle ».

Dans son dernier rapport de juillet, le professeur Javaid Rehman, rapporteur spécial de l'ONU pour l'Iran, a qualifié le massacre de 1988, au cours duquel 30 000 prisonniers politiques ont été exécutés, de « crime contre l'humanité » et de « génocide » et a écrit : « Il existe des preuves considérables que les massacres, la torture et d'autres actes inhumains contre les membres de l'OMPI ont été perpétrés dans une intention génocidaire ».

Les autorités iraniennes utilisent ces exécutions à des fins politiques, cherchant à instiller la peur et la terreur pour empêcher l'éclatement potentiel de soulèvements du peuple iranien. Ainsi, toute exécution effectuée sous la théocratie au pouvoir devrait être reconnue comme étant de nature politique. Malheureusement, sur la scène internationale, l'absence de réaction à la répression, aux massacres et aux exécutions a encouragé le régime clérical à persister dans la répression, en particulier par le biais des exécutions.

Depuis le début de 2024, les prisonniers politiques dans 20 prisons en Iran mènent une grève de la faim tous les mardis dans le cadre de la campagne "Non aux exécutions" visant à mettre un terme aux exécutions en Iran. Cette campagne se développe dans les prisons iraniennes. En outre, un mouvement important est apparu en dehors de l'Iran pour soutenir cette cause.

Dans ce contexte, nous approuvons et soutenons l'appel de Maryam Radjavi à mettre fin aux exécutions en Iran et son engagement ferme en faveur de l'abolition de la peine de mort, comme indiqué dans son plan en dix points pour l'avenir de l'Iran. Elle a réaffirmé cet appel lors de la Conférence internationale des juristes le 24 août 2024 à Paris.